



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Lorraine

Nancy, le 16 juin 2014

Unité Territoriale de Meurthe et Moselle
8 bis rue Pierre Fourier - CS 12247
Actualisation des prescriptions réglementaires

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES
Compte rendu de la visite d'inspection du 22 janvier 2014
Actualisation des prescriptions réglementaires

Réf. : Transmission préfectorale du 24 décembre 2013 (garanties financières)

--	--	--

I – Objet de la visite d'inspection

I.1- Installations contrôlées

Le 22 janvier 2014, l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine a procédé à une visite de contrôle des installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) exploitées par la SAS ESKA sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES.

Cette inspection a été effectuée par Monsieur Marc BELLIER, inspecteur de l'environnement, et Madame Carole DAVRAINVILLE, inspectrice de l'environnement en cours d'habilitation, en présence de Monsieur MAUCHAMP, responsable de l'établissement, Monsieur GRIGEOIS, adjoint de ce responsable, Monsieur LECUIT, responsable environnement, et Madame BORNIGAL, responsable DEEE, tous représentants de la société ESKA.

La visite de cet établissement s'inscrit dans le contexte de la mise à jour des prescriptions réglementaires applicables aux installations exploitées du fait de l'ancienneté l'arrêté préfectoral les autorisant, ainsi que du classement de l'établissement suite aux modifications intervenues dans la nomenclature des installations classées, notamment l'introduction dans la rubrique 2712 du régime d'enregistrement. En vue de cette actualisation des prescriptions, la SAS ESKA a déposé le 16 janvier 2012 auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle une étude d'impact et une étude de dangers.

La visite a également été l'occasion de vérifier les éléments retenus par l'exploitant dans son calcul du montant des garanties financières, transmis le 19 décembre 2013 au Préfet de département.

I.2- Référentiel réglementaire

La SAS ESKA est autorisée depuis 1969, par l'arrêté préfectoral n° 11058 du 27 août 1969 modifié, à exercer les activités de récupérateur de métaux et de voitures hors d'usage sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES.

Cet exploitant s'est vu octroyer par l'arrêté préfectoral n° 2011-583 du 10 mai 2012, l'agrément n° PR5400005D lui permettant d'exercer les activités de dépollution et de démontage de VHU pour une durée de 6 ans.

Par courriers en date des 16 mai 2008 (pour la rubrique 2711), 8 avril 2011 et 12 mai 2011 (pour les rubriques 2712, 2713 et 2791), la SAS ESKA a adressé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle des déclarations d'antériorité suite à la parution des décrets n°2007-1467 du 12 octobre 2007 et n°2010-369 du 13 avril 2010 ayant modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courrier du 19 septembre 2011, Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle a donné acte à la SAS ESKA de ces déclarations en indiquant que le classement de ses activités de tri et traitement de déchets métalliques et de VHU s'établissait dorénavant comme suit :

Installations et activités classées	Rubrique de la nomenclature	Régime administratif
Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m². La surface déclarée par l'exploitant est de 300 m².	2712	Autorisation
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant Supérieure ou égale à 10 t/j. Les quantités maximales de déchets métalliques, provenant d'industriels locaux, d'artisans ou de particuliers, traitées par jour sont par cisailage de 150 tonnes et par oxycoupage de 30 tonnes, soit au total 180 tonnes par jour.	2791-1	Autorisation
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m² La surface occupée par l'activité est de 31 000 m².	2713-1	Autorisation

Les activités de tri et transit de DEEE restaient soumises à déclaration au titre de la rubrique 2711 (cf. le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE Lorraine, aujourd'hui intégrée à la DREAL Lorraine, daté du 19 juin 2008).

I.3- Contexte

La visite d'inspection du 22 janvier 2014, qualifiée de courante, a été annoncée à l'exploitant par téléphone le 7 janvier 2014. Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

II – Constats réalisés

II.1- Actualité

La SAS ESKA appartient au groupe DERICHEBOURG, spécialisé dans la récupération des métaux et le nettoyage industriel et employant 3 000 personnes en France.

La SAS ESKA exerce ses activités de récupération de déchets métalliques dans une zone de chalandise couvrant la région Est de la France. Elle exploite 20 sites dont 4 situés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à Lunéville, Champigneulle, Nancy et Toul. 400 personnes travaillent pour la société ESKA dont 17 au sein de son établissement de CHAMPIGNEULLES, objet du présent rapport.

Outre le tri et le traitement des déchets métalliques, la SAS ESKA opère à CHAMPIGNEULLES la dépollution des VHU. Son niveau d'activité est en baisse depuis quelques années du fait du ralentissement économique. En 2000, 55 000 tonnes de déchets métalliques avaient été traités et en 2011 et 2013, seulement 40 000 et 35 000 tonnes.

Le nombre de VHU dépollués est de l'ordre de 600 par an.

II.2- Modification de la rubrique de classement 2712

La rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées a été modifiée par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012, avec l'introduction du régime d'enregistrement pour les installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage d'une surface comprise entre 100 m² et 30 000 m².

L'installation de stockage des VHU pollués et dépollués exploitée par la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES occupant une surface totale de 300 m², celle-ci passe donc sous le régime d'enregistrement au lieu du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2712-1-b et les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1, à l'exclusion de ses articles 5 (implantation), 11 (comportement au feu des locaux), 12 (désenfumage) et 13 (accessibilité), lui sont applicables, en plus des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale n° 11058 du 27 août 1969 modifié, depuis le 1^{er} juillet 2013.

Observation n°1 :

Les prescriptions actualisées s'appliquant à l'activité de dépollution de VHU seront reprises dans un arrêté préfectoral complémentaire comme le permettent les dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

III – Garanties financières

Par transmission du 19 décembre 2013, la SAS ESKA a adressé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle sa proposition de montant des garanties financières applicables à ses installations de tri, traitement de ferrailles qu'elle exploite à CHAMPIGNEULLES, en vertu du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, ce montant calculé par l'exploitant s'établissant à 74 850 euros.

L'inspection des installations classées a examiné les éléments fournis par la SAS ESKA, au regard des dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- de l'arrêté préfectoral n°11058 du 27 août 1969 modifié, autorisant la SAS ESKA à exploiter ses installations de tri, traitement de ferrailles et dépollution de VHU à CHAMPIGNEULLES ;
- de la note ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Les éléments fournis correspondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 et sont en phase avec les capacités d'activité autorisées par l'arrêté préfectoral n°11058 du 27 août 1969 modifié et le calcul du montant des garanties financières fourni par l'exploitant n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° de cet article R. 516-1 lorsque le montant desdites garanties financières, établi en application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif notamment aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, est inférieur à 75 000 euros.

Il est toutefois rappelé à la SAS ESKA que l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées impose que l'exploitant présente tous les 5 ans un état actualisé du montant de ces garanties financières.

De plus, toute modification ultérieure des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité pourra nécessiter une révision du montant de référence des garanties financières.

Observation n°2 :

La SA ESKA n'est pas aujourd'hui dans l'obligation de constituer des garanties financières pour son établissement de CHAMPIGNEULLES.

Toutefois, compte tenu que le montant calculé par cet exploitant est très proche du seuil de 75 000 euros, il lui est confirmé qu'il devra probablement les constituer dans un délai de 5 ans comme le prévoit l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées.

Les prescriptions nationales relatives aux garanties financières seront reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire pris en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

IV – Description et classement des activités exercées et textes applicables.

IV.1- Classement des activités

A la suite de la modification de la nomenclature des installations classées par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 et compte tenu des caractéristiques des activités exercées par la SA ESKA décrites dans son dossier actualisé du 16 janvier 2012, le classement des installations de son établissement de CHAMPIGNEULLES s'établit aujourd'hui comme suit :

Installations et activités classées	Rubrique de la nomenclature	Régime administratif
Installation de stockage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, la surface étant comprise entre 100 m² et 30 000 m². La surface déclarée par l'exploitant est de 300 m².	2712-1- b	Enregistrement

Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j. Les quantités maximales de déchets métalliques, provenant d'industriels locaux, d'artisans ou de particuliers, traitées par jour sont par cisailage de 150 tonnes et par oxycoupage de 30 tonnes, soit au total 180 tonnes par jour.	2791-1	Autorisation
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ² La surface occupée par l'activité est de 31 000 m².	2713-1	Autorisation
Installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant compris entre 100 m ³ et 1000 m ³ . Le volume déclaré par l'exploitant est égal à 990 m³.	2711-2	Déclaration

IV.2- Examen de l'étude d'impact et l'étude de dangers remises par l'exploitant le 16 janvier 2012

IV.2.1 Description du site

LA SAS ESKA est installée en zone industrielle de CHAMPIGNEULLES. La surface couverte par ses installations est de 3 hectares.

Son activité principale est la récupération et le traitement des métaux ferreux comprenant les opérations suivantes :

- réception des ferrailles,
- cisailage ou oxycoupage d'une partie des ferrailles,
- valorisation des métaux traités,
- revente directe des ferrailles restantes.

L'activité de dépollution des VHU occupe une personne sur le site.

Enfin, le transit de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) est également effectué sur le site. Il s'agit uniquement de collecter et regrouper ces déchets sans leur faire subir aucune opération. Au vu des quantités de DEEE pouvant être présentes dans l'installation, cette activité est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées.

Les principaux impacts présentés par ces différentes activités sont liés à la pollution de l'eau et au bruit émis par le fonctionnement des installations. Les risques d'incendie notamment sur l'installation de dépollution de VHU constituent l'essentiel des dangers.

IV.2.2 Pollution de l'eau

Les seuls rejets d'eaux sont formés d'eaux pluviales. Elles rejoignent le réseau de collecte d'eaux pluviales de la zone industrielle après passage dans 2 débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures.

Le rejet vers ce réseau communal peut être interrompu à tout moment par la fermeture d'un système d'obturation (vannes manuelles). Les zones étanches représentent 12 500 m².

La SAS ESKA procède au fur et à mesure à l'accroissement des zones bétonnées sur son site.

IV.2.3 Bruit

Les activités exercées par la SAS ESKA sont source de bruit. Les premières habitations sont situées à 40 mètres des limites du site, entre le canal et la RD657.

Les mesures de bruit réalisées indiquent que les niveaux sonores respectent les valeurs limites prescrites par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

A noter que depuis 1969, il n'a pas été reçu de plainte contre l'établissement à ce sujet.

IV.2.4 Risques d'incendie

2 scénarios d'incendie pouvant se produire sur le site, liés aux VHU ont été examinés :

- incendie du stock de pneumatiques et de VHU en attente de dépollution,
- incendie de VHU dépollués et ferrailles.

Les zones d'effet léthal engendrées par le rayonnement thermique restent à l'intérieur des limites du site.

L'établissement dispose pour lutter contre ces incendies d'un RIA de 60 m³/h, situé près de la cisaille, et d'un poteau d'incendie de 60 m³/h présent à proximité immédiate du site.

Les eaux d'extinction d'un incendie seraient contenues dans le réseau d'égouts interne de l'établissement, à l'aide de la vanne de fermeture manuelle. Toutefois, les constatations effectuées par l'inspection des installations classées lors de la visite du 22 janvier 2014, montrent que cette situation reste à améliorer (justification de la capacité du réseau d'égouts à recevoir la totalité des eaux d'extinction de l'incendie le plus critique).

IV.3 Textes réglementaires applicables

Selon les éléments présentés dans le tableau de classement ci-dessus, les textes réglementaires applicables aux activités exercées par la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES sont :

- pour l'activité de dépollution des VHU, soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2712 :
l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1,
- pour l'activité de transit et regroupement de DEEE soumise à déclaration au titre de la rubrique 2711 :
l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711 « Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut »,
- pour l'activité de tri, transit de déchets de métaux et traitement de déchets non dangereux, soumises à autorisation sous les rubriques 2713 et 2791 :
l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.

V.4 Actualisation des prescriptions

L'exploitation de l'établissement ESKA à CHAMPIGNEULLES est actuellement autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral n° 11058 du 27 août 1969 modifié.

Cet acte réglementaire étant très ancien, il convient aujourd'hui d'en actualiser les prescriptions en tenant compte des évolutions réglementaires introduites par les textes précités.

Cette actualisation permettra d'encadrer les activités exercées en renforçant les prescriptions notamment sur la prévention de la pollution des eaux et sur la protection et la lutte contre l'incendie.

Observation n°3 :

Les éléments fournis par la SAS ESKA dans son dossier d'actualisation des activités exercées au sein de son établissement de CHAMPIGNEULLES, en janvier 2012, montrent que les impacts et dangers présentés par ces activités sont bien appréhendés. Toutefois des améliorations restent à apporter et elles seront intégrées sous forme prescriptive dans l'arrêté préfectoral complémentaire pris en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Cet arrêté complémentaire comportera également l'ensemble des dispositions actualisées découlant des nouveaux textes réglementaires applicables aux activités exercées par la SAS ESKA à Champigneulle.

V – Actualisation de l'agrément VHU

Par arrêté préfectoral du 10 mai 2012, la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES est agréée sous le n° PR 54 00005D, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 10 mai 2018, en tant que centre de récupération de VHU pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

Cet agrément a été délivré sur la base de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Cet arrêté ministériel a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU (paru au journal officiel du 10 mai 2012 et applicable à compter du 1^{er} juillet 2012), dans lequel de nouvelles prescriptions ont été fixées pour être intégrées au cahier des charges à annexer à chaque agrément.

Une mise à jour du cahier des charges annexé à l'agrément préfectoral du 10 mai 2012 délivré à la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES, est par conséquent nécessaire pour prendre en compte les nouvelles exigences définies par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'inspection des installations classées est d'avis de notifier à la SAS ESKA, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, l'actualisation du cahier des charges annexé à son agrément du 10 mai 2012.

VI – Conclusions et suites proposées ou donnée par l'inspection des installations classées

Le 22 janvier 2014, lors de la visite de contrôle des installations exploitées par la SAS ESKA sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions d'exercice par cette entreprise des activités de récupération et traitement de déchets métalliques ainsi que de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage, ne présentaient pas de manquements aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11058 du 27 août 1969 modifié.

Toutefois, cette autorisation d'exploiter étant fort ancienne, l'inspection des installations classées estime nécessaire, pour tenir compte des nombreuses évolutions réglementaires intervenues ces dernières années (voir les textes visés au chapitre IV du présent rapport) et pour renforcer la protection de l'environnement, de **refondre et d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, particulièrement sur les points suivants :**

- la prévention de la pollution de l'eau,
- la limitation du bruit émis,
- la constitution des garanties financières pour la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité,
- la gestion des déchets entrants et de ceux sortants.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de le faire par arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, dont le projet figure en annexe 1 du présent rapport. L'avis du CODERST devra être recueilli sur ce projet d'arrêté préfectoral préalablement à son adoption et sa notification.

Par ailleurs, il convient d'actualiser le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 portant agrément VHU de la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES n° PR 54 00005D, par arrêté complémentaire pris également en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, dont le projet est proposé en annexe 2 du présent rapport. Cependant, selon les termes de la circulaire ministérielle du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, l'avis du CODERST n'est pas à requérir à ce sujet.

Il est rappelé que conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, une copie de ce rapport de visite est envoyée simultanément à l'exploitant par courrier, dont copie est jointe en **annexe 3**.

ANNEXE 1 :

Projet d'arrêté complémentaire refondant les prescriptions techniques applicables aux installations tri, transit et traitement de déchets métalliques et de dépollution de véhicules hors d'usage exploitées par la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 513-1, R. 512-31 et R. 513-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°11058 du 27 août 1969 modifié autorisant la SA ESKA à exploiter des installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES.

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-583 du 10 mai 2012 portant agrément n° PR 54 00005 D de la SA ESKA pour les installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

VU le courrier en date du 16 mai 2008 de la SAS ESKA au Préfet de Meurthe-et-Moselle sollicitant, à la suite de la parution du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 modifiant la nomenclature des installations classées, le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2711 pour son établissement de CHAMPIGNEULLES ;

VU les courriers en date des 8 avril 2011 et 12 mai 2011 de la SAS ESKA au Préfet de Meurthe-et-Moselle sollicitant, à la suite de la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, le bénéfice de l'antériorité au titre des rubriques 2712, 2713 et 2791 pour son établissement de CHAMPIGNEULLES ;

VU le dossier présenté le 16 janvier 2012 par la SAS ESKA pour l'actualisation de ses activités exercées à CHAMPIGNEULLES ;

VU le calcul du montant des garanties financières relatives aux installations visées au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, transmis le 19 décembre 2013 par la SAS ESKA au Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé PP/MB/MS/175/2014 en date du 16 juin 2014,

VU l'avis du CODERST en date du xxx ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions techniques applicables aux activités exercées par la SAS ESKA sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11058 du 27 août 1969 modifié ;

CONSIDERANT que les installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage (VHU) exploitées par la SAS ESKA au sein de son établissement de CHAMPIGNEULLES sont désormais soumises au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage), à l'exclusion de ses articles 5 (implantation), 11 (comportement au feu des locaux), 12 (désenfumage) et 13 (accessibilité), sont applicables aux installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage (VHU) exploitées par la SAS ESKA au sein de son établissement de CHAMPIGNEULLES, depuis le 1^{er} juillet 2013 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

La SAS ESKA, dont le siège social est situé à JOUY-AUX-ARCHES (57131), 56 rue de Metz, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Modifications des dispositions applicables

Les dispositions des articles 2 à 9 de l'arrêté préfectoral n° 11058 du 27 août 1969 modifié autorisant la SAS ESKA à exploiter des installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

TITRE 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS ESKA, dont le siège social est situé à JOUY-AUX-ARCHES (57131), 56 rue de Metz, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, ZI, rue des Forges, des installations de tri et traitement de déchets métalliques et de récupération et dépollution de VHU.

CHAPITRE 1.2. Nature des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est fixée par le tableau ci-dessous :

Installations et activités classées	Rubrique de la nomenclature	Régime administratif
Installation de stockage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, la surface étant comprise entre 100 m ² et 30 000 m ² . La surface déclarée par l'exploitant est de 300 m².	2712-1- b	Enregistrement
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j. Les quantités maximales de déchets métalliques, provenant d'industriels locaux, d'artisans ou de particuliers, traitées par jour sont par cisailage de 150 tonnes et par oxycoupage de 30 tonnes, soit au total 180 tonnes par jour.	2791-1	Autorisation
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ² . La surface occupée par l'activité est de 31 000 m².	2713-1	Autorisation
Installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé	2711-2	Déclaration

étant compris entre 100 m ³ et 1000 m ³ .		
Le volume déclaré par l'exploitant est égal à 990 m ³ .		

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrales suivantes la commune de CHAMPIGNEULLES :

Section AH, parcelles n° 51, 61, 96, 98, 99 et 85.

Article 1.2.3. Caractéristiques de l'établissement

L'établissement occupe une surface totale de 31 154 m² et comprend :

- les zones de stockage, tri et traitement des métaux et déchets de métaux d'une surface de 30 000 m² à l'air libre.
- un local mobile pour la dépollution des VHU et les zones de stockage des VHU d'une surface de 300 m² à l'air libre.

Il est équipé d'une cisaille d'une puissance de 900 tonnes et ses capacités sont de :

- 60 000 tonnes par an de déchets métalliques triés et traités,
- 1 000 de VHU dépollués par an.

Article 1.2.4. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

En particulier, l'activité de transit et regroupement des DEEE doit répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2711.

CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5. Modifications et cessation d'activité

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet

qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le changement d'exploitant des installations de l'établissement figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du même code est soumis à autorisation.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières, est à adresser au Préfet.

Article 1.5.6. Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte sera déterminé en application des dispositions des articles R. 512-39-3 et R. 512-39-4 de ce même code lors de la cessation d'activité.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt **trois mois au moins avant celui-ci**.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6. Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
07/07/2009	Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence.
02/02/1998	Arrêté ministériel modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
10/07/1990	Arrêté ministériel modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

CHAPITRE 1.7. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L. 531-14 du code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.8. Garanties financières

Article 1.8.1. Montant de référence

Le montant de référence des garanties financières pour le site visé au chapitre 1.1 du présent arrêté s'élève à 74 850 euros TTC.

Conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant désigné au chapitre 1.1 du présent arrêté n'a pas l'obligation de constituer ces garanties financières.

Article 1.8.2. Révision du montant

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant désigné au chapitre 1.1 du présent arrêté présente tous les 5 ans un état actualisé du montant des garanties financières prévues par l'article R. 516-1.

Ce montant recalculé est obtenu par application de la méthode d'actualisation, précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines au montant de référence pour la période considérée.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est égal à 702,2 (octobre 2013).

De plus, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Article 1.8.3. Volume de déchets présents

Les quantités maximales de déchets dont les coûts d'enlèvement et d'élimination sont non nuls, pouvant être présentes sur le site des installations visées au chapitre 1.1 du présent arrêté sont les suivantes :

- DIB (déchets industriels banals) : 20 tonnes,
- Huiles issues du séparateur d'hydrocarbures : 5 tonnes.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. Exploitation des installations

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normales, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2. Intégration dans le paysage

Article 2.2.1. Propreté du site

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance ou tout risque sanitaire.

Article 2.2.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.3. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tel que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.4. Dangers ou nuisances non prévus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5. Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis **sous 15 jours** à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, complété le cas échéant des études d'impact et études de dangers réalisées postérieurement
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site puis après l'arrêt définitif des installations, au siège social de l'exploitant **durant 5 années au minimum**.

TITRE 3 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1. Conception des installations

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Si des rejets provoquent de manière persistante une gêne pour le voisinage, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant de réaliser à ses frais des mesures d'odeurs qu'il lui transmettra et d'installer un dispositif efficace de traitement.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'établissement n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Emissions diffuses et envois de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Tout prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit.

L'approvisionnement en eau de l'établissement est effectué à partir du réseau d'adduction d'eau communal. Un compteur général permet de mesurer le volume d'eau utilisé dans l'établissement.

Les besoins en eau de l'établissement s'élèvent au maximum à 600 m³ par an.

Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2. Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 du présent arrêté ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),

- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les eaux pluviales de toiture, les eaux pluviales de ruissellement des voies de circulation et les eaux pluviales issues des surfaces de stockage des déchets sont collectées et transitent par un séparateur d'hydrocarbures et un décanteur avant le rejet au milieu naturel.

L'exploitation ne génère pas d'eaux usées industrielles.

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents aqueux sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées sanitaires et domestiques,
- les eaux pluviales.

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substance de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement (déboueurs-séparateurs)

La bonne marche des installations de traitement des eaux polluées fait l'objet de contrôles réguliers, qui sont portés sur un registre.

Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture et de surfaces imperméabilisées
Traitement avant rejet	2 déshuileur-déboueurs
Milieu naturel (via le réseau d'eaux usées communal unitaire)	Réseau de collecte des eaux pluviales puis la Meurthe

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux usées sanitaires
Traitement avant rejet	Fosse septique
Milieu naturel (via le réseau d'eaux usées communal unitaire)	Réseau d'assainissement de la commune de CHAMPIGNEULLES puis la station de d'épuration des eaux usées de la CUGN à MAXÉVILLE

Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

4.3.6.2. Aménagement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- ☒ de matières flottantes ;
- ☒ de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C ;
- ☞ pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- ☞ Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après traitement

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur traitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5 du présent arrêté) :

Paramètres	Concentration maximale instantanée en mg/l
Matières en suspension totales (MES)	100
Demande chimique en oxygène (DCO)	300
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	100
Hydrocarbures totaux	5
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Cyanures totaux	0,1
AOX	1
Arsenic	0,05
Cadmium	0,2
Plomb	0,5
Mercuré	0,05

Une mesure de concentration des PCB doit être effectuée au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Cette mesure est effectuée sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements de traitement à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée.

En cas de détection de PCB, l'exploitant en avise dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées.

Article 4.3.10. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1. Principes de gestion

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, conformément au titre IV du livre V du code de l'environnement.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballages visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination) conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Elimination des déchets produits dans l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les justificatifs d'élimination doivent être conservés pendant cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.5. Transport de déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédiés vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de

déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le transport des déchets susceptibles d'envois (papiers, plastiques, déchets pulvérulents) doit s'effectuer dans des conditions propres à prévenir les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

Article 5.1.6 Interdiction de brûlage de déchets

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

TITRE 6 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. Dispositions générales

Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruit transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2. Niveaux acoustiques

Les installations ne fonctionnant que de 8h00 à 18h00 (exceptionnellement de 7h à 22 h), du lundi au vendredi, le niveau limite de bruit et la valeur limite d'émergence sont fixés ci-dessous uniquement pour la période de jour.

Article 6.2.1. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure à la valeur admissible fixée dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 5 dB(A)	5 dB(A)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)

Le respect de la valeur maximale d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à cette même date.

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement la valeur suivante pour les différentes périodes de la journée :

Période	<i>Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)</i>
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)

Article 6.2.3. Contrôle des niveaux sonores

L'inspection des installations classées peut demander des contrôles des niveaux sonores résultant de l'activité en période d'exploitation en tant que de besoin. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Article 6.2.4. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1. Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2. Caractérisation des risques

Article 7.2.1. Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

Article 7.2.2. Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3. Infrastructures et installations

Article 7.3.1. Accès et circulation dans l'établissement

7.3.1.1. Clôture et contrôle des accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site.

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

En dehors des heures de fonctionnement, il convient de prévoir un système d'ouverture simple du portail d'accès principal (ex. Chaîne et cadenas) destiné à l'usage des secours publics.

7.3.1.2. Règles et voies de circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. En particulier, tout stationnement de véhicules à moins de dix mètres du stockage de l'oxygène et du stockage du propane est proscrit.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Article 7.3.2. Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.3.3. Installations électriques - Mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum **une fois par an** par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.4. Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.4.1. Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Article 7.4.2. Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.4.3. Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 7.4.4. Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 7.4.5. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 7.4.6. Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.4.7. Transports - Chargements - Déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Article 7.4.8. Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.5. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.5.1. Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Article 7.5.2. Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.3. Ressources en eau et mousse

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum de ceux définis ci-après :

- un poteau d'incendie normalisé d'un diamètre de 100 mm et d'un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar de pression, situé à 100 m au plus du risque d'incendie le plus éloigné à défendre par voie carrossable et conforme à la norme NFS 61 213 et 62 200,
- un robinet d'incendie armé d'un débit de 60 m³/h,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques d'incendie, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les canalisations constituant le réseau de lutte contre l'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Article 7.5.4. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.5.5. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Un plan de situation est positionné sur chaque bâtiment, à proximité des lieux de passage, permettant de visualiser le(s) dispositif(s) de coupure des énergies.

Les accès doivent être maintenus libres en toutes circonstances.

Article 7.5.6. Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement d'une capacité minimale de 210 m³ est constitué par la surface bétonnée et par le dispositif de fermeture implanté sur la canalisation de sortie. Le volume de 210 m³ doit rester disponible en permanence.

Le dispositif de fermeture doit pouvoir être actionné de manière automatique ou manuelle dès la détection d'un incident sur le site. Une procédure particulière est établie par l'exploitant pour préciser le fonctionnement de ce dispositif d'isolement.

Dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours, la procédure de manipulation de la vanne de fermeture, accompagnée du justificatif de la capacité permanente du confinement.

Après analyses, les eaux d'extinction d'un incendie collectées dans le bassin de rétention sont éliminées vers les filières de traitement de déchets liquides appropriées ou orientées vers le réseau d'assainissement urbain en fonction de résultats d'analyses démontrant que leur qualité est acceptable.

TITRE 8 – INSTALLATIONS DE RÉCUPÉRATION ET DÉPOLLUTION DE VHU

CHAPITRE 8.1. Caractéristique des sols

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

Les eaux d'extinction collectées lors d'un incendie sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

CHAPITRE 8.2. Déchets entrants

Les VHU ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture du centre. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.

CHAPITRE 8.3. Entreposage des VHU entrants

Article 8.3.1. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'établissement et installations. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

Article 8.3.2. Entreposage des pneumatiques

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'établissement. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'établissement et installations.

Article 8.3.3. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'établissement dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Article 8.3.4. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'établissement. Des équipements de protections adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

CHAPITRE 8.4. Dépollution, démontage et découpage des VHU

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

La dépollution des VHU comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 33 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;
- les pots catalytiques sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Les opérations de cisailage et de pressage qui ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués, sont réalisées sur une aire dédiée distante des autres aires de travail d'au moins 4 mètres. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

CHAPITRE 8.6. Gestion des VHU sortants

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 8.7. Registre et traçabilité

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;

- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

TITRE 9 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE TRI ET TRANSIT DES DECHETS DE METAUX ET DES METAUX NON DANGEREUX

CHAPITRE 9.1. Déchets entrant dans l'établissement

Article 9.1.1. Critères d'admission

9.1.1.1. Déchets autorisés

Seuls pourront être acceptés dans l'établissement les déchets de métaux et les métaux non dangereux, ferreux et non ferreux, correspondant aux codes de déchets suivants :

<i>Code de déchets</i>	<i>Désignation des déchets</i>
10 02	Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier
10 02 10	Battitures de laminoir
10 09	Déchets de fonderie de métaux ferreux
10 09 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05.
10 09 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.
10 10	Déchets de fonderie de métaux non ferreux
10 10 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05.
10 10 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07.
12 01	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 01	Limaille et chutes de métaux ferreux
12 01 02	Fines et poussières de métaux ferreux
12 01 03	Limaille et chutes de métaux non ferreux
12 01 04	Fines et poussières de métaux non ferreux
15 01	Emballages et déchets d'emballages
15 01 04	Emballages métallique
16 01	Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport
16 01 17	Métaux ferreux
16 01 18	Métaux non ferreux
17 04	Métaux (y compris leurs alliages)
17 04 01	Cuivre, bronze, laiton

17 04 02	Aluminium
17 04 04	Zinc
17 04 05	Fer et acier
17 04 06	Étain
17 04 07	Métaux en mélange
17 04 11	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10
19 10	Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux
19 10 01	Déchets de fer ou d'acier
19 10 02	Déchets de métaux non ferreux
19 12	Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 02	Métaux ferreux
19 12 03	Métaux non ferreux
20 01	Fractions collectées séparément
20 01 35	Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux (6) autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23.
20 01 36	Equipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35.
20 01 40	Métaux

Aucun déchet dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement n'est autorisé à être réceptionné et traité dans l'établissement.

En cas d'apport fortuit de déchets dangereux sur le site, la quantité totale de ces déchets susceptible d'être présente dans l'établissement sera inférieure à 1 tonne.

Aucune opération n'est effectuée sur les déchets dangereux. Ils sont strictement stockés dans une benne avant d'être évacués vers des filières d'élimination ou de valorisation autorisées à cet effet. La durée de présence de ces déchets sera réduite au minimum.

9.1.1.2 Origine géographique des déchets

Les déchets entrants sont produits et/ou collectés dans l'ordre de priorité suivant :

1. dans la région Lorraine pour la plus grande part,
2. dans le grand quart Nord-est de la France.

Article 9.1.2. Procédure d'admission des déchets

Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Les déchets dangereux introduits dans l'établissement de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par ses installations.

Aucun déchet susceptible d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté dans l'établissement. Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L. 542 du code de l'environnement.

Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

Un affichage des déchets pouvant être pris en charge par les installations de l'établissement doit être visible à l'entrée du site. Tout autre déchet n'est pas admissible dans les installations.

Article 9.1.3. Registre des déchets entrants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance, ainsi que la nature des opérations qu'ils vont subir dans l'établissement.

Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :

- la date de réception des déchets,
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets,
- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- l'identité du transporteur des déchets,
- le numéro d'immatriculation du véhicule ayant transporté les déchets,
- l'opération subie par les déchets dans l'établissement.

Article 9.1.3. Prise en charge

L'exploitant doit remettre au producteur des déchets entrants, un bon de prise en charge de ces déchets. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants définies à l'article 9.1.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 9.2. Réception, stockage et tri (cisailage) des déchets dans l'établissement

Article 9.2.1. Réception

L'établissement comporte une aire d'attente pour les déchets reçus.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

Article 9.2.2. Stockage

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...)

La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas neuf mois.

La hauteur de stockage ne dépasse pas 6 mètres.

Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Le stockage des déchets doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Les opérations de cisailage s'effectuent sous couvert d'une procédure écrite (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...). Cette procédure prévoit notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

CHAPITRE 9.3. Déchets sortant de l'établissement

Article 9.3.1. Déchet sortants

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 9.3.2. Registre des déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortant de l'établissement.

Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :

- la date de l'expédition des déchets,
- le nom et l'adresse du repreneur des déchets,
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- l'identité du transporteur des déchets,
- le numéro d'immatriculation du véhicule ayant évacué les déchets,
- le code du traitement qui va être opéré sur les déchets.

Article 9.3.3. Déchets produits par l'établissement

Les déchets produits par l'établissement doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...).

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits. Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

Les justificatifs d'élimination doivent être conservés pendant cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 10 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1. Programme d'autosurveillance

Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que la fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

CHAPITRE 10.2. Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Article 10.2.1. Autosurveillance des rejets aqueux

L'exploitant est tenu de faire effectuer par un laboratoire extérieur agréé par le ministère chargé de l'environnement, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis aux fréquences définies dans le tableau ci-après**, des prélèvements et analyses visant à mesurer la qualité du rejet aqueux n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté.

Cette mesure portera sur la détermination paramètres listés dans le tableau suivant dans les effluents aqueux constituant le rejet avant qu'ils ne soient déversés dans le milieu naturel, réalisée à partir d'analyses d'échantillons de ces effluents prélevés sur une durée représentative du rejet :

Paramètre (Concentration)	Fréquence	Norme de mesure
Matières en suspension totales (MES)	semestrielle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (DCO)	semestrielle	NF T 90101
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	semestrielle	NF EN 1899-1
Hydrocarbures totaux	semestrielle	NF M 07-203
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	semestrielle	<i>Pour le Fer</i> NF T 90 017 et NF T 90 112, ISO 11 885 <i>Pour l'aluminium</i> FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Indice phénols	semestrielle	XP T 90109
Chrome hexavalent	semestrielle	/
Cyanures totaux	semestrielle	NFT 90-107
AOX	semestrielle	NF EN 1485
Arsenic	semestrielle	NF EN ISO 11969, FD T 90119, NF EN 26595, ISO 11885
Cadmium	semestrielle	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Plomb	semestrielle	NF T 90 027 et NF T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Mercure	semestrielle	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
PCB	Annuelle	DIN EN ISO/IEC 17025

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées **dans le mois qui suit leur réalisation** avec les commentaires et propositions éventuelles d'actions correctives en cas de dépassement des valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 du présent arrêté.

Article 10.2.2. Autosurveillance des déchets

10.2.2.1 Etat récapitulatif des déchets entrants et sortants.

Un état récapitulatif trimestriel des déchets entrant dans l'établissement sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées et sera envoyé sur sa demande dans le mois suivant son échéance, selon le modèle suivant :

Désignation du déchet	Code déchet(*)	Quantité (en tonnes)	Producteur (nom et adresse)	Transporteur (nom et adresse)	Mode de traitement

(*) Selon la codification de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement

10.2.2.2 Etat récapitulatif des déchets sortants

Un état récapitulatif trimestriel de tous les déchets sortant de l'établissement sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées et sera envoyé sur sa demande dans le mois suivant son échéance, selon le modèle suivant :

Désignation du déchet	Code déchet(*)	Quantité (en tonnes)	Transporteur (nom et adresse)	Éliminateur (nom et adresse)	Mode de traitement
-----------------------	----------------	----------------------	-------------------------------	------------------------------	--------------------

(*) Selon la codification de l'annexe II de l'article R 541-8 du code de l'environnement

Article 10.2.3. Autosurveillance des niveaux sonores

L'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent, dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées, un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité, en fonctionnement nominal des installations (cisaille des métaux incluse) et **au plus tard dans le délai maximal de six mois à compter de la date notification du présent arrêté**. Ce contrôle est effectué dans les zones à émergence réglementée les plus proches et en limite de propriété, en se référant notamment au plan de mesure de la situation acoustique figurant dans dossier de demande d'autorisation.

Les résultats du contrôle seront transmis à l'inspection des installations classées avec les commentaires de l'exploitant et, en cas de dépassement d'une valeur limite ou d'émergence, les actions correctives prévues, **au plus tard un mois après la réalisation des mesures de bruit**.

Le contrôle des niveaux sonores sera renouvelé par la suite **tous les 3 ans**, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

CHAPITRE 10.3. Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 10.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. »

TITRE 11 – CONTROLES SUPPLEMENTAIRES ET BILANS ANNUELS

CHAPITRE 11.1. Contrôles supplémentaires

Article 11.1.1

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit, préservation des ressources captées pour l'alimentation en eau potable notamment...). Ces contrôles ou analyses sont effectués par des organismes compétents et sont à la charge de l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Article 11.1.2

Sauf accord préalable de l'inspection des installations classées, les méthodes de prélèvements, mesures et analyses sont les méthodes normalisées.

CHAPITRE 11.2. Bilan annuel des émissions polluantes et des déchets

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié par les arrêtés du 26 novembre 2008 et du 26 décembre 2012 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. »

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Articles d'exécution et d'information

ANNEXE 2 :

Projet d'arrêté complémentaire actualisant le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012, portant agrément de la SAS ESKA à CHAMPIGNEULLES pour son centre de récupération et de dépollution de VHU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 512-31, R.515-37 et R. 543-162 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, paru au journal officiel du 10 mai 2012 et applicable depuis le 1^{er} juillet 2012, ayant abrogé l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n°11058 du 27 août 1969 modifié autorisant la SA ESKA à exploiter des installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

VU l'arrêté préfectoral 2011-583 du 10 mai 2012 portant agrément n° PR 54 00005 D de la SA ESKA pour les installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine référencé PP/MB/MS/175/2014 en date du 16 juin 2014,

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions techniques du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral 2011-583 du 10 mai 2012 portant agrément n° PR 54 00005 D de la SA ESKA pour les installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral 2011-583 du 10 mai 2012 portant agrément n° PR 54 00005 D de la SA ESKA pour les installations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES est annulé et remplacé par le cahier des charges visé à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, qui figure en annexe du présent arrêté.

Articles d'exécution et d'information

Cahier des charges annexé à l'agrément n° PR 54 00005 D du 10 mai 2012

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des

dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 du code de l'environnement les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque

- ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2008)

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 24 juin 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8bis, Rue Pierre Fourier - BP 12247
54022 NANCY Cedex

Nos réf. : PP/MB/MS/175 bis/2014
Affaire suivie par Marc BELLIER
Mel : marc.bellier@developpement-durable.gouv.fr
☎ 03.83.36.55.12. – Fax : 03.83.37.63.66.

Monsieur le Directeur,

Le 22 janvier 2014, les installations de traitement et récupération des déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) que votre société exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, ont fait l'objet d'une visite de contrôle par l'inspection des installations classées de ma direction représentée par Monsieur Marc BELLIER, inspecteur de l'environnement, et Madame Carole DAVRAINVILLE, inspectrice de l'environnement en cours d'habilitation, en présence de Monsieur MAUCHAMP, responsable de l'établissement, Monsieur GRIGEOIS, adjoint de ce responsable, Monsieur LECUIT, responsable environnement, et Madame BORNIGAL, responsable DEEE, tous représentants de la société ESKA.

Vous trouverez en annexe la copie du rapport de visite de l'inspection des installations classées adressé à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'inspection des installations classées de ma direction reste à votre disposition pour toute précision complémentaire que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Directrice Régionale,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse

Pascal PELINSKI

SAS ESKA

56 rue de Metz
57131 JOUY-AUX-ARCHES



ANNEXE 3 :

Copie du courrier adressé à l'exploitant par l'inspection des installations classées